

Monsieur le Ministre-Président

25 Juillet 2006

Nous nous adressons à vous en votre qualité de Ministre-Président responsable de la ligne de conduite politique du Parti Socialiste. Il est certain que vous pouvez déléguer certaines responsabilités à vos collaborateurs, mais cela n'enlève toutefois rien aux vôtres.

Le 7 juin, votre Ministre des Affaires Intérieures, Monsieur Philippe COURARD, nous envoie un courriel libellé comme suit :

« Dès à présent, je peux vous assurer qu'il sera traité avec toute l'attention voulue et que, dans les prochains jours, vous recevrez un courrier plus circonstancié à ce sujet ».

Sans réponse de sa part, nous vous envoyons, le 27 juin, un courriel de rappel qui, le 29 juin, donne lieu au courriel signé par Monsieur COURARD et qui précise :

« En fait, l'accusé de réception que vous avez reçu le 7 juin, en réponse à votre mail du premier juin, ne tenait pas compte de la réponse que je vous avais déjà adressée le 12 avril.

Je m'aperçois par ailleurs que le 10 avril vous avez également reçu un courrier de l'I.E.V., signé par Monsieur Guillaume de Walque et qui, avec d'autres mots, développe les mêmes arguments que ceux avancés dans ma lettre.

Dès lors, je considère que l'essentiel a été dit tout en affirmant que la vigilance reste de mise ».

Cette réponse est déconcertante car elle nous laisse à penser que faute d'argument, le Parti Socialiste n'a pas, aujourd'hui, de politique en cette matière fondamentale, autre qu'un certain « laisser faire, laisser aller ». Devrions-nous conclure que le Parti Socialiste se sert du bien commun plutôt que de servir le bien commun ?

Quand vous dites que « la vigilance reste de mise », cela aurait-il la même signification que lorsque le Parti Socialiste a promis « une réforme de l'enseignement » ?

Le rapport PISA 2000 (Programme for International Student Assessment) dénonce la qualité de l'enseignement en Wallonie, celle-ci étant placée dans la queue d'un classement de plus de 40 régions.

Peu de temps après la publication de ce rapport, apparemment surprise de cette situation, et afin de s'enquérir des méthodes utilisées pour obtenir de si bons résultats, la Ministre de l'Enseignement, Madame F. DUPUIS s'envolait pour la Finlande, première de ce classement. Pourquoi n'a-t-elle pas parlé avec ses collègues flamands, classés dans le meilleur quart ?

Lors de son retour de voyage, elle conclut que la Finlande et la Wallonie ne sont pas comparables, le taux d'immigrés étant de loin inférieur au nôtre...

Faut-il croire que nous pensons notre enseignement en fonction de nos immigrés ? Oserions-nous sacrifier le développement des talents des enfants à travers un

nécessaire nivellement par le bas, déjà constaté par le rapport PISA et ce, pour garantir un diplôme pour tous ? Serait-ce cela l'intégration que vous proposez ?

Qui voulons-nous intégrer, les allochtones ou les autochtones ?

Au début de la présente législature, la nouvelle Ministre de l'Enseignement, Madame Marie ARENA, promettait, elle aussi, une réforme substantielle de l'enseignement. Qu'en est-il à ce jour ?

Ce sous-développement de l'enseignement en Wallonie serait-il voulu afin d'empêcher le développement d'un esprit critique ? Pensons néanmoins que notre population en état de « dépendance » pourrait un jour devenir « indépendante », un Etat imposé de l'extérieur ! Qu'en sera-t-il de la condition intellectuelle wallonne et de son avenir ?

Dans l'ensemble, force est de constater que l'immigration croissante et le manque de politique sérieuse dans ce domaine, fait croître la dépendance de notre population envers un système politique idéologisé qui annihile toute possibilité de développement. Est-ce réellement le « Bien Commun » que vous cherchez à servir ? Nous pensons que non.

Un lecteur nous écrit : *« je considère qu'il manque au moins deux chapitres importants (à la lettre ouverte) : La tendance systématiquement obscurantiste et tueuse de toute pensée créative de l'islam et la destruction pure et simple des sociétés où l'islam s'implante, en commençant par les banlieues, au profit d'un chaos moyenâgeux »*. N'y a-t-il pas dans ces affirmations une certaine clairvoyance ?

Nous nous adressons à vous, Monsieur le Ministre-Président, parce que vous êtes le principal responsable. Mais que penser des autres Partis Politiques qui, plutôt que de s'opposer clairement à votre idéologie, vous courtisent afin de s'assurer une part de pouvoir ?

Ce faisant, ils portent également une part substantielle de responsabilité.

Pauvre Wallonie !

Veillez agréer, Monsieur le Ministre-Président, l'expression de nos sentiments respectueux,

Pour EUBOCO a.s.b.l.

Le Président